

FM-R: UNE RADIO COMMUNAUTAIRE D'USAGERS DE DROGUES

Interview de Boris, Ken, Daniel, Lou, Mindy, créateurs de la Radio FM-R

Radio FM-R est une expérience de radio communautaire d'usagers de drogues, diffusée sur internet. Après trois ans de travail collectif, la décision a été prise de lancer un mouvement d'usagers pour revendiquer leur citoyenneté et interpeller la société et les professionnels sur leurs perceptions des sujets qui les concernent. Interview collective avec 5 personnes membres de radio FM-R. (réd.)

Jean-Félix Savary : Qu'est-ce que c'est la Radio FM-R ?

Boris : Tout d'abord, c'est une radio qui veut donner la parole à ceux à qui on ne la donne pas généralement. On a la prétention de dire qu'on est des experts de l'autre côté de la barrière parce qu'on est convaincu qu'on sait des choses que les médecins ou les gens qui travaillent dans le milieu social ne connaissent pas. Nous amenons du vécu et le vécu, cela ne s'apprend pas dans des livres. Je pense que sur ce côté-là on a un grand point fort.

Ken : On se sert de nos expériences passées ou présentes, de nos parcours personnels pour éviter certains dangers de la consommation irréfléchie, de la consommation en général aux plus jeunes et pour ceux qui débarquent dans ce milieu. Il y a beaucoup de monde qui n'ont pas les connaissances de base pour la consommation et qui peuvent avoir des problèmes sérieux à cause de ça. La radio FM-R est un vecteur de réduction des risques, qui touche beaucoup de monde.

JFS : Quel est son histoire et pourquoi avoir imaginé une radio ? Comment est née la Radio FM-R ?

Daniel : Nous avons participé à une première campagne contre l'hépatite C début 2013. Il y a beaucoup à faire dans l'auto-support de nos pairs usagers. C'est important. Le dialogue avec les professionnels peut aussi leur permettre de prendre conscience de certaines choses. Nous sommes aussi des experts et cela serait bien que nous soyons reconnus comme tels. La participation à la conférence sur la réduction de risques à Bâle en 2014 a été pour nous l'occasion de raconter nos histoires et on s'est rendu compte que cela manquait dans le débat. La radio avait été créée un peu avant, mais surtout pour traiter ce sujet-là. On ne savait pas qu'on allait continuer et c'est pour cela qu'elle avait été appelée FM-R. Mais une fois qu'on a vu la dynamique que ça avait soulevé, on a ouvert un peu plus la porte et on y a mis le pied. On s'est dit que nous allions essayer de nous incruster dans le débat, car nous sommes persuadés que nous avons des choses intéressantes à dire.

Lou : Par la suite, fonder une association s'est imposé pour pouvoir emmener le truc encore plus loin. Au début on a dû prendre des cours pour savoir comment s'y prendre et développer les buts de la radio, savoir où est-ce qu'on voulait aller, comment on voulait faire passer nos messages à travers la radio. Nous avons aussi réfléchi à diversifier notre offre, par exemple à travers des projets de petits films, pour étaler notre palette.

Daniel : La création de l'association, c'est aussi pour le futur, assurer un statut légal, juridique et pouvoir obtenir plus facilement des financements pour continuer le projet sur le long terme. Nous sommes actuellement soutenu par le Département cantonal de la santé publique pour les deux projets (radio et dessins animés) et ce financement s'arrête le 31 décembre 2017.

JFS : Qui voulez-vous toucher avec cette nouvelle association ? Quels sont ses buts ?

Lou : C'est surtout les jeunes consommateurs ou les plus âgés mais qui se retrouvent dans ce milieu sans vraiment connaître. Il y a un gros travail d'éducation à réaliser. Mais nous avons aussi beaucoup de choses à dire aux prétendus « spécialistes » qui ont juste la théorie, mais à qui il manque l'essentiel, à savoir un vécu. La parole n'est vraiment pas assez donnée aux consommateurs et tout le monde est perdant. Il faudrait absolument essayer d'équilibrer tout ça.

Boris : Le souhait serait qu'à l'avenir il y ait de plus en plus de monde qui écoute la radio voire même des gens qui ne sont pas du tout concernés par le problème. Nous avons un message qui va plus loin que la seule question des consommations. Pour le moment, je pense que si les gens viennent écouter la radio, c'est parce qu'ils en ont entendu parler et parce qu'ils connaissent le sujet, par nos familles et les gens qu'on connaît. Mais nous essayons d'élargir notre public et je crois que ce que nous avons à dire intéresse l'ensemble de la société.





Photo: Freeimages.com

Mindy : Il y a un petit chapitre que je n'ai pas dit et c'est qu'on a un petit groupe qui s'appelle « les vénusiennes prennent l'antenne » qui s'adresse seulement aux femmes.

Lou : On parle beaucoup du manque de parole qui est donné aux usagers mais c'est vrai que les femmes aussi dans ce milieu ont des risques un peu différents des hommes. Dans les statistiques on n'en parle pas du tout. Il y en a beaucoup qui tombent dans des pièges comme la prostitution et c'est la majorité silencieuse.

C'était aussi l'occasion de parler de sujets assez sensibles comme la parentalité et la consommation parce que c'est malheureusement des femmes qui se retrouvent souvent avec l'enfant. D'où une de nos émissions qui parlait des mères qui sont dans la toxicomanie ou qui ont réussi de s'en sortir avec un enfant à charge et qui souvent ont été victimes de préjugés assez tranchants. C'est une des choses qui m'a beaucoup touchée et m'a donné envie de participer activement.

JFS : Quelle dynamique s'est construite autour de ce projet ?

Daniel : Nous avons reçu une visite de nos amis du Québec qui nous ont littéralement enflammés. Ils nous ont montré ce qu'il est possible de faire quand on s'organise.

Boris : Ils nous ont dit que la seule manière de pouvoir faire avancer plus loin le projet serait de faire une association, pour qu'elle puisse porter la radio, pour qu'on puisse avoir des fonds, parce qu'on ne peut pas avoir des fonds sans avoir d'association. En fait c'est une question qu'on ne se posait pas au début parce que c'était Infodrog (ndlr : structure d'aide la Confédération suisse) et le Relais (ndlr : fondation qui accompagne sur le terrain la radio) qui payaient les choses. Donc peu à peu on a dû se poser des questions : « mais quand cela s'arrêtera, comment on fera pour continuer ? ».

Puis il y a plusieurs choses qui se sont passées. Quand vous parlez de dynamique, il y a quelque chose qui est peut être important de dire c'est comme pour les dessins animés par

exemple ou pour les cours de montage son (parce qu'on a des cours de montage son et de dessins animés pour certains), les premiers formés forment les suivants. Le but c'est, à terme, de se passer des profs (on n'en est pas encore là) et puis de reformer d'autres qui reformeront d'autres, etc. Le but serait de rendre une association qui donne la possibilité à des gens de trouver une voie de sortie de leurs situations.

JFS : Quels sont les thèmes prioritaires pour vous ?

Ken : La réduction de risques, c'est un des thèmes prioritaires qui revient dans chaque émission. Il y a plein de choses à dire là-dessus. Nous avons une perspective large et nous traitons de thèmes variés, qui nous touchent plus ou moins directement, comme le logement, le couple, la famille, la religion, par exemple, ce sont des thèmes qu'on a pu aborder dans nos émissions. Ils sont tous importants et ils peuvent tous être vus de la perspective de la rue. On peut prendre la température de la rue sur ces différents thèmes quels qu'ils soient.

Boris : Il nous semble que pour certains thèmes, par exemple la famille (dans ma famille ça a fait beaucoup de dégâts), il est important d'expliquer nos démarches, notre vécu, afin d'avoir un dialogue constructif. Pour les autres thèmes aussi. On essaye aussi de rester sur l'actualité, par exemple il y a actuellement pas mal de bruit ces temps sur les méthamphétamines qui sont un nouveau fléau. On aimerait faire une émission sur les drogues de synthèse pour avertir des nouveaux risques, qui ne sont pas bien connus par les usagers.

JFS : Est-ce que vous avez déjà été confrontés à des limites dans votre travail, dans ce que vous faites, des obstacles, etc. ?

Ken : Des obstacles forcément, mais des limites non... je n'ai pas l'impression. A part le temps, pas de limites.

Boris : Il y a aussi l'argent, pour participer à certaines choses. Si on voulait participer à des débats qui se passent dans d'autres pays, l'argent est aussi une limite. On a un certain budget mais il ne nous permet pas de faire ce que j'appelle le « tourisme professionnel », à savoir aller dans des conférences à l'étranger, être bien logés et bien nourris, tout cela pour parler de nous. Lors d'une conférence sur la précarité par exemple, nous n'avions pas les moyens de nous payer l'entrée et c'est dommage, car nous aurions pu apporter beaucoup. Les professionnels devraient nous donner l'opportunité de nous exprimer, car ils auraient certainement des choses à apprendre s'ils pouvaient mieux nous écouter.

JFS : Etes-vous en relation avec d'autres groupes ou avec des professionnels ?

Ken : Il y a plusieurs associations avec qui nous avons des contacts, comme « L'injecteur » à Montréal au Canada. En ce qui concerne les professionnels, on a pas mal de contacts avec les organisations locales, que cela soit avec l'Hôpital (policlinique d'addictologie) ou les services de réduction des risques (Fondation ABS et Le Relais).

On a donné des cours aussi aux étudiants (de travail social) qui terminaient l'école sociale à Lausanne (HES). On a pu aller leur parler pendant une heure et demi, de Radio FM-R et de certains problèmes qu'ils vont certainement rencontrer dans leur vie professionnelle pour ceux qui travailleront avec les marginaux de tout type.

Travailler dans les écoles professionnelles, ça fait partie de nos contacts aussi, qu'on aimerait conserver.

Boris : On a pu faire la même chose à Sierre à l'école sociale (HES) du Valais et nous avons aussi une proposition de l'école d'infirmiers.

Nous avons aussi des contacts avec les milieux hospitaliers. La responsable du centre Saint Martin répond volontiers à des questions précises d'ordre médical, pour nous assurer que nous transmettons des informations crédibles. On a la possibilité de s'informer avec des professionnels avant de diffuser des informations. C'est une bonne collaboration, car ils ont les informations techniques et nous avons les connexions pour faire passer le message aux autres usagers.

JFS : *Quelle est votre place aujourd'hui dans ce qu'on appelle le champ des addictions ?*

Mindy : Pour moi tout reste à faire. Nous commençons à zéro et nous ne pouvons qu'améliorer cette situation.

Boris : Moi aussi, je dirais qu'on n'a pas de place. Je pense qu'on a une mauvaise représentation des gens qui consomment. A part nous à Lausanne, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de groupes qui fassent des demandes ou qui revendiquent des droits en Suisse romande. Par exemple nous avons fait une demande pour qu'on fasse des testing à certains produits ou des choses comme ça. Il y a eu des essais avant mais qui n'ont pas donné forcément de suite. On a quand même une très mauvaise image et je pense qu'au niveau politique ils font tout pour nous cacher. Une personne toxicomane n'est pas vue comme un citoyen comme les autres, c'est une personne qui dérange et qui aurait donc vocation à se taire. Nous avons trop tendance à reproduire ce schéma. Mais, grâce à la radio, nous avons compris que les personnes toxicomanes sont justement des citoyens comme les autres et que leur parole a la même valeur que celle de ceux qui ne consomment pas publiquement. Notre place, c'est à nous de la prendre désormais.

Daniel : Nous sommes la face visible de quelque chose, la pointe de l'iceberg, et nous dérangeons. Alors que dans toutes les couches, professions, il y a partout des gens qui consomment. Discrètement, sans rien dire, sans être visible. Je crois que nous leur faisons peur parce que pour la société, cela les renvoie à notre place.

Lou : Et surtout quand il y a des projets en votation qui pourraient être bénéfiques pour la réduction des risques il y a toujours ce parti politique d'extrême droite suisse qui aime bien faire peur à la population (ndlr : UDC) afin que les choses ne bougent pas trop dans le bon sens et plutôt qu'elles restent cachées au maximum.

JFS : *Comment vivez-vous votre participation aux débats publics ?*

Boris : Ce n'est pas simple. Par exemple, nous avons participé à la table ronde publique organisée pour « Support don't punish » à Lausanne, avec des représentants du quartier et des politiques. La table ronde s'était bien passée et c'était très intéressant pour tout le monde.

Par contre, il y avait des journalistes et ce qu'ils ont mis au téléjournal le soir nous a choqués. Le politique a été présenté comme municipal, pas comme anorexique ou ancien boulimique, le représentant de l'association du quartier n'était pas comme ancien alcoolique ou autre (j'invente). Par contre, pour Ken ce n'était pas marqué « représentant de la Radio FM-R », c'était marqué « toxicomane ». De quel droit n'avons-nous pas le droit d'être reconnus dans notre fonction, comme les autres personnes interviewées ?

Ça je trouve que c'est un raccourci qui a été pris qui n'était pas très correct. C'est la première claque qu'on a prise avec les médias. Maintenant on sait un petit peu tous les risques qu'on prend et on essaye (quand on a des entretiens) de les préparer.

Ken : On a fait un sketch qui reprend justement cette petite altercation, cette incompréhension qu'on a eue et où on explique ce qui s'est réellement passé. On a tourné ça en dérision plutôt que de leur écrire et de se plaindre. On a une réponse plutôt humoristique qui est mise sur Youtube. Evidemment qu'il y aura moins d'écoutes qu'un téléjournal mais on pensait que c'était plus marrant de le faire comme ça et que

ça pourrait plaire aux personnes qui écoutent Radio FM-R.

JFS : *Dans quel domaine apportez-vous le plus de plus-value ?*

Ken : Dans la prévention des risques, c'est le domaine où on apporte le maximum de plus-value. Dans les débats publics on y est de plus en plus invité, donc on commence à émerger mais ça reste très léger. Le problème récurrent qu'on a à chaque fois qu'il y a un forum ou une rencontre comme ça, c'est qu'on est très peu représentés. On a eu le cas d'une rencontre au Palais de Rumine, où on était à 50 mètres de la place. C'était que des professionnels et le prix d'entrée était dissuasif. Tout le monde parlait de toxicomanie alors que les gens concernés étaient à 50 mètres dehors et il n'y en avait pas un qui aurait pu se payer l'entrée.

En discutant avec pas mal de personnes, ils ont le sentiment d'être déresponsabilisés, infantilisés ou pas écoutés.

Boris : Il y a deux ans, j'ai eu la chance d'aller à la conférence de Bâle et, sur le moment, on l'a pris comme un privilège mais en fait c'est un droit qu'on aurait dû avoir depuis le début. On ne devrait pas remercier les gens mais presque leur dire « mais pourquoi vous n'y avez pas pensé avant ? Il y a tellement de problèmes que vous auriez pu résoudre avant si vous nous aviez demandé notre avis... ». Des fois, ils font des actions, comme faire des seringues de couleurs différentes en pensant que ça va aider les gens, mais est-ce qu'un usager fait un seul pétard durant la nuit ? Ils vont probablement s'en faire plusieurs ! Il y a vraiment des choses simples où les professionnels auraient tout intérêt à mieux nous écouter.

Je pense qu'il faut aussi davantage s'occuper de la précarité. Ça m'a impressionné qu'il y ait un tel vide. Maintenant qu'on nous a donné la possibilité de nous exprimer, il faut que non seulement on accepte le débat mais aussi qu'on demande à y participer. Je pense qu'il y a plein d'endroits où on pourrait faire avancer les choses plus vite si on donnait plus la parole aux gens qui sont concernés.

JFS : Les professionnels doivent donc se montrer plus ouverts ?

Mindy : Je trouve qu'il reste beaucoup à faire. Concernant ABS, c'est vrai qu'on a de l'aide. Quand je pense à l'ABS je pense aux premiers soins, où on va se documenter quand on est à la rue, mais il manque encore énormément d'institutions et de manière générale, on n'est pas assez écoutés aussi au niveau de la réduction de risques.

Daniel : En discutant avec pas mal de personnes, ils ont le sentiment d'être déresponsabilisés, infantilisés ou pas écoutés. Certains veulent baisser, ajuster le traitement au fur et à mesure mais ils ne sont pas entendus par les prescripteurs de ces médicaments. Manque de soutien psychologique ou psychiatrique. Une forme qui marche assez bien c'est avec un médecin traitant, un psychothérapeute et un patient, qui peuvent s'entendre autour d'objectifs communs. Ce n'est pas le cas ici à Lausanne où on médicalise beaucoup les gens. C'est un peu la camisole chimique.

Boris : Je trouve que l'évolution au niveau des prestations médico-sociales est excellente. Par contre, au niveau de la prise de parole, c'est un statu quo. On l'a prise nous-mêmes, la parole, on n'a pas attendu qu'on nous la donne. Je crois qu'on a même un peu forcé la porte.

JFS : La revendication « jamais rien sur nous sans nous » est présente dans les pays anglo-saxons. Pourquoi, selon vous, cette revendication est-elle moins audible dans les pays francophones ?

Boris : On compte bien changer cela.

Ken : Je pense que ça vient du tempérament helvétique qui est assez conservateur et qui a du mal à évoluer. Ce n'est pas seulement dans la toxicomanie, mais c'est quelque chose de plus vaste. C'est une question d'évolution des mentalités comme pour l'homosexualité ou plein d'autres choses comme ça. Le tempérament helvétique a plutôt ten-

dance à freiner, plutôt qu'aller vers la nouveauté, vers le changement. Ils ont plutôt tendance à garder la tradition, la manière de vie traditionnelle sans qu'elle évolue jamais. C'est pour ça qu'on est un peu freiné, mais comme a dit Boris, on pousse, et on commence à mieux faire passer nos messages.

JFS : Comment voyez-vous le futur de la réduction des risques ?

Lou : Déjà, pour les jeunes qui sont en soirée, il faut absolument développer le testing. Ça c'est une chose dans la réduction des risques qui aurait dû passer depuis longtemps, ils l'ont fait en Suisse alémanique, chez nous ça a traîné. Il y a plein de trucs qui circulent actuellement et on ne sait pas toujours ce que c'est.

Par rapport aux professionnels, il faudra vraiment donner plus facilement la parole aux consommateurs. Il faut une institution qui nous représente et qui puisse travailler main dans la main avec les spécialistes parce que comme je disais avant, eux, ils ont la théorie, nous on a la pratique. Généralement, quand on veut faire quelque chose qui fonctionne, il faut les deux. Nous devons casser les archétypes faussés, les préjugés, enfin tout ça. Voire, changer un peu cette image de toxicomane pour que les gens prennent conscience que toxicomane ce n'est pas que le gars qui est à la Riponne (ndlr : place de Lausanne connue pour sa scène), ça peut être aussi le mec en costard et cravate qui va te servir tes billets à la banque. Ça peut être n'importe qui. Il n'y a pas qu'un seul type. Je pense qu'à partir de ça, dès qu'on aura réussi à démonter tout ça, il pourra y avoir une réelle évolution dans la réduction des risques.

David : La meilleure réduction des risques serait de légaliser toutes les drogues. Comme ça, il n'y aura pas besoin de les faire tester. Ça leur rapportera plus que ça va leur coûter aux Etats. C'est à chacun de faire des choix ou de mener sa réflexion.

Mindy : Nous n'avons pas forcément le même avis sur ces questions. Mais l'essentiel est de pouvoir en discuter et d'en parler. Nous devons aussi faire notre chemin. On apprend et on apprendra aux autres.

Courriel :
borisjean73@hotmail.com

POST-SCRIPTUM



Décembre 2016

Déclaration d'Ascona

10 principes pour une politique moderne des addictions

Réunis pendant trois jours pour l'Académie des Dépendances au Monte Verità à Ascona, des représentants du monde politique, de l'administration, des professionnels et des usagers ont formulé une nouvelle orientation pour une politique moderne des addictions. Elle vise pour l'avenir un nouvel équilibre, valable pour toutes les consommations, pour une réduction globale des risques et des dommages des différents types de consommation.

1. Une politique moderne des addictions doit se baser sur la réalité et pas sur une vision idéalisée des comportements humains.
2. Dans une politique moderne des addictions, les adultes ont la liberté de consommer, mais doivent aussi être soutenus si nécessaire, car ils n'ont pas tous les mêmes compétences en matière de consommation.
3. Une politique moderne des addictions inclut toutes les formes de consommation. Elle vise à en réduire les dommages et les formes les plus problématiques, tout en respectant la liberté individuelle et la protection des tiers.
4. Une nouvelle terminologie doit être élaborée pour une politique moderne des « addictions » qui puisse refléter les changements induits par une telle approche et qui puisse intégrer toutes les formes de consommations.
5. Les usagers et usagères ont une place centrale dans le développement de la politique moderne des addictions.
6. La société civile, l'opinion publique et une large alliance de toutes les parties prenantes sont intégrées dans la conception d'une politique moderne des addictions.
7. Selon les circonstances, les villes et les cantons doivent prendre le leadership pour le développement d'une politique moderne des addictions. Leur objectif est le management du vivre ensemble soit la qualité de vie et le respect des différences.
8. Les intérêts entre l'économie et le socio-sanitaire sont différents, mais une collaboration est possible, voire nécessaire. Cette collaboration a un plus grand potentiel avec des petites industries responsables et ancrées dans la communauté.
9. Une réglementation de tous les marchés permettra aux consommateurs de participer aux coûts globaux via une taxe sur le prix d'achat.
10. Un espace d'innovation est nécessaire, au-delà des cadres juridiques établis, pour développer de nouvelles offres et pour aller progressivement vers une réglementation cohérente de toutes les substances et marchés.